

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5458 - Vendredi 27 - Samedi 28 août 2021 - Prix : 10 DA

Jijel

Un dangereux terroriste capturé

Page 16

Martyrisé par les récents incendies

Ikhlijdene commence à panser ses blessures

Page 2

Chronique d'un attentat annoncé

Par Mohamed Habili

Sans doute y a-t-il des attentats auxquels on ne s'attend pas en vain, en dépit de la règle maîtresse qui veut que n'arrive jamais dans la vie ce à quoi on ne s'attend absolument pas. Un exemple : à Alger au plus terrible de la décennie noire, lorsque la journée allait sur sa fin sans que la bombe quotidienne n'ait encore explosé, à chaque fois dans un lieu bondé, on n'était pas rassuré pour autant. On ne relâchait pas sa vigilance, on n'allait pas se coucher ; on se disait qu'en fait elle n'avait pas encore éclaté. Et une fois sur deux, on n'avait pas tort : son boum finissait par résonner dans la ville. Avant que la première bombe n'explose, à une porte d'entrée de l'aéroport de Kaboul, jeudi dernier, les alertes n'avaient pas manqué annonçant l'attentat. Depuis la première fois qu'il en avait été question, probablement il ne s'était pas passé une heure entière sans qu'un bord ou qu'un autre ne réitère l'avertissement, appelant en particulier ses ressortissants à ne pas se rendre à l'aéroport, dans l'intention de quitter le pays, et toutes les victimes potentielles qui s'y trouvaient déjà, à s'en éloigner d'urgence, car il y avait imminent danger de mort. On savait de plus quel serait le coupable : la section locale de l'Etat islamique, Daech Khorasan, pour qui les Talibans eux-mêmes ont pactisé avec le diable, et qu'il faut éliminer de ce fait. Or on devrait pouvoir déjouer un attentat qui s'annonce avec des rappels périodiques, comme si ses auteurs tenaient à ne prendre personne en traître.

Suite en page 3

Assassinat de Djamel Bensmail

Un mandat d'arrêt international contre Ferhat Mhenni



Ph/D. R.

Les investigations sur l'assassinat de Djamel Bensmail à Larbaa Nath Irathen, Tizi Ouzou, ont confirmé que le MAK est le premier mis en cause dans cette affaire, a affirmé le procureur général près la cour d'Alger, qui a annoncé le lancement d'un mandat d'arrêt international contre son président Ferhat Mhenni, en état de fuite. Page 2

Kaboul

Le bilan de l'attentat à l'aéroport grimpe à 85 morts

Page 8

Lutte contre le coronavirus

Près de 1,5 million de doses de vaccin réceptionnées

Page 2

Martyrisé par les récents incendies Ikhlijdene commence à panser ses blessures

LA VIE a repris ses droits à Agoulmime d'Ikhlijdene, dans la commune de Larbaa Nath Irathen, durement touché par les récents incendies. Après le deuil suite à la perte cruelle de pas moins de 17 personnes prises dans le piège des flammes, les habitants ont entamé hier les travaux de nettoyage des dégâts occasionnés par les incendies, notamment la coupe des troncs d'arbres, la collecte des déchets ménagers et autres et le dégauchement de l'une des pistes agricoles à l'approche de la saison des pluies. Ils étaient des centaines à prendre part au volontariat. Aux côtés des villageois, des bénévoles sont venus des quatre coins de la Kabylie pour prêter main-forte. De Ain El Hammam, Tirmatine, Timizart, Tizi Ouzou et autres localités, de nombreux citoyens armés de matériels nécessaires ont investi le hameau d'Ikhlijdene pour aider leurs concitoyens à panser leurs blessures. Après le recensement à la mémoire des 17 victimes enterrées au cœur du village, à proximité de la source d'eau, les bénévoles se sont déployés en bas et en haut du village pour essentiellement couper les arbres brûlés. Le bruit des tronçonneuses résonnait dans les montagnes dégarries de leur habit vert. Cette reprise de la vie dans ce village martyrisé semble redonner de l'espoir qui se lisait sur les visages des habitants agréablement surpris par cet élan de solidarité. «Nous savons que nos concitoyens ne vont pas nous oublier, contrairement aux représentants de l'Etat qui, à ce jour, ne se sont pas présentés au village par peur ou par oubli. Hormis le maire de Larbaa Nath Irathen, aucune autre autorité n'a daigné venir présenter ses condoléances aux familles endeuillées par ces incendies», nous lança Rachid, témoin des jours d'enfer que les habitants d'Agoulmime avaient vécus. Il nous confia que «personne ne s'attendait à des incendies de cette ampleur, et des villageois ont été violemment emportés par les flammes. Et si nous n'avions pas insisté auprès de nombreux habitants pour évacuer les lieux, le bilan aurait été plus lourd encore». Il a salué la solidarité des villageois et surtout les nombreux bénévoles de la région et des autres wilayas du pays pour aider les habitants et les pompiers à circonscrire les feux. Il est 10 heures, l'étroite route menant au village est saturée de voitures de nombreux bénévoles venus aider, chacun à sa façon, telles que ces femmes qui ont apporté de la nourriture. Les animateurs du comité du village ont même éprouvé du mal à gérer le flux des véhicules et à cacher leur gêne de prier certains bénévoles à stationner juste à l'entrée du village et continuer le trajet à pied sur plus d'un kilomètre. Une présence qui a mis du baume au cœur des habitants d'Ikhlijdene. Pour Hakim, «cette solidarité nous apaise, nous console et permet d'atténuer un tant soit peu la peine pour reprendre la vie qui ne sera certainement pas comme avant. Mais nous pensons que le meilleur hommage à rendre à nos martyrs tombés sous les flammes, c'est de redonner vie à ces montagnes en les replantant».

Hamid Messir

Assassinat de Djamel Bensmail

Un mandat d'arrêt international contre Ferhat Mhenni

■ Les investigations sur l'assassinat de Djamel Bensmail à Larbaa Nath Irathen, Tizi Ouzou, ont confirmé que le MAK est le premier mis en cause dans cette affaire, a affirmé le procureur général près la cour d'Alger, qui a annoncé le lancement d'un mandat d'arrêt international contre son président Ferhat Mhenni, en état de fuite.

Par Louisa Ait Ramdane

Selon le procureur général près la cour d'Alger, Sid Ahmed Mourad, les investigations ont permis de conclure qu'il s'agit d'un crime prémédité et planifié par le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), classé organisation terroriste par l'Etat algérien, et ce, dans le but de créer un climat de terreur et d'instabilité. Les investigations ont également établi l'existence de plusieurs contacts et opérations de versement d'argent.

Le procureur général a, par ailleurs, indiqué que 29 individus étaient actuellement en fuite avec l'émission de mandats d'arrêt internationaux contre certains d'entre eux, souhaitant que les pays où se trouvent ces individus coopèrent pour «les extraire dans les plus brefs délais, compte tenu de la gravité des faits établis et confirmés». Sur les 88 personnes arrêtées dans cette affaire, 83 suspects ont été placés en détention provisoire. Parmi eux un mineur, trois femmes et vingt-quatre membres du mouvement terroriste «MAK», précisant que quatre d'entre eux ont été placés sous contrôle judiciaire.

Les investigations se poursuivent par la Section de lutte contre le terrorisme et le crime organisé près le tribunal de Sidi M'hamed à Alger, à travers l'exploitation de tous les appareils «cryptés et mécanismes de coopération judiciaire internationale», après que l'implication d'éléments résidant à l'étranger a été établie. Rappelant que «les



P.D. R.

feux de forêt, objet d'enquêtes judiciaires approfondies, qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas du pays étaient prémédités», il a précisé qu'«un autre crime tout aussi prémédité a été commis contre Djamel Bensmail, ébranlant la quiétude publique».

Djamel Bensmail était «un citoyen parmi tant d'autres venus de plusieurs wilayas pour aider à éteindre les flammes à Tizi Ouzou. Il a été agressé après avoir été accusé à tort de pyromanie», a-t-il ajouté, précisant que «les services de sécurité sont intervenus à temps, mais ne pouvaient le protéger des criminels en furie qui l'ont arraché des mains des policiers, en usant de violence et de force, puis l'ont lynché et tué de la manière la

plus barbare qui soit, et sont allés jusqu'à filmer leur forfait».

«Les policiers ont utilisé la force et tous les moyens dont ils disposaient pour protéger la victime, et certains (policiers) ont même été blessés», a expliqué le procureur général. Il a indiqué également que «les personnes

impliquées dans ce crime, placées sous mandat de dépôt, seront traitées comme les autres détenus», rappelant que beaucoup d'entre eux «ont été présentés devant le procureur de la République en présence de leurs avocats».

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

512 nouveaux contaminés et 27 décès

L'ALGERIE a enregistré 27 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 2 cas de plus que le bilan d'hier (25), portant à 5 148 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une légère hausse, avec 512 cas, soit 9 cas de plus par rapport au bilan d'hier (503), pour atteindre, au total, 194 186 cas confirmés.

R. N.

Lutte contre le coronavirus

Près de 1,5 million de doses de vaccin réceptionnées

Après le 1^{er} lot composé de 364 800 doses qui a été réceptionné le 3 avril dernier et le 2^e d'une quantité de 758 400 doses le 21 mai écoulé, l'Algérie a reçu, avant-hier, les 3^e et 4^e lots de vaccins d'une quantité de près d'un million et demi de doses. Dans le cadre du mécanisme international Covax, qui est une alliance internationale formée en partenariat entre la CEPI (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies), le Gavi, l'OMS et l'Unicef et qui a pour objectif d'assurer une plus grande équité dans l'accès à la vaccination à travers tous les pays du monde, l'Algérie a reçu depuis avril dernier plusieurs lots de vaccins. Récemment, elle a réceptionné à l'aéroport Houari-Boumediène les 3^e et 4^e lots d'une quantité de 816 000 et 604 800 doses chacun. Concernant le 4^e lot (604 800 doses de vaccin anti-

Covid-19 Johnson & Johnson), «c'est un don fait à l'Algérie par les Etats-Unis», indique un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, précisant que «ce don de vaccin, fait via le mécanisme Covax, aidera les autorités algériennes à accélérer le processus de vaccination qui est essentiel pour contrôler la pandémie». Lors de sa déclaration au moment de la réception de ce don, le chargé d'affaires à l'ambassade américaine à Alger, Gautam Rana, s'est dit «très content et fier de faire don de ce vaccin au gouvernement et au peuple algériens», soulignant aussi que ce don «s'inscrit dans le cadre de l'engagement des Etats-Unis à partager des ressources dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 à travers le monde». «Nous sommes très heureux du geste fait par les Etats-Unis envers notre pays», a déclaré, quant à elle, M^{me}

Benkedadra, directrice des approvisionnements à l'Institut Pasteur d'Algérie, ajoutant que ce vaccin qui est administré en une seule dose «permettra d'accélérer notre programme de vaccination à l'échelle nationale, d'autant que nous sommes aux portes de la rentrée sociale». En outre, afin de combattre cette pandémie, plusieurs campagnes de vaccination ont été lancées au niveau national. En effet, en prévision de la rentrée scolaire, une campagne de vaccination contre le Covid-19 du personnel de l'Education nationale a débuté le 22 août et pour la réussite de cette opération, 1 433 unités de dépistage et de suivi des établissements scolaires, 41 services de médecine du travail et 16 centres médico-sociaux ont été mobilisés. Les étudiants et les enseignants universitaires seront également vaccinés avant la rentrée ainsi que ceux de la

formation professionnelle. Enfin, afin de faire face à cette crise sanitaire et dans le cadre du renforcement et l'accélération du programme de vaccination de la population contre le virus, le ministère de la Santé avait fait appel aux pharmaciens et pharmaciens assistants, conformément à l'arrêté n° 43 du 7 août 2021, portant autorisation des pharmacies d'officine à vacciner contre le Covid-19. Dans une déclaration à la presse, la directrice générale de la pharmacie et des équipements de santé au ministère de la Santé, P Wahiba Hadjoudj, qui a rappelé l'existence de 12 000 pharmacies à l'échelle nationale, a expliqué que «l'adhésion des pharmaciens d'officine à l'opération de vaccination s'inscrit dans le cadre de son accélération au sein de la population et dans le but de la mener à bien».

Thinhinene Khouchi

Gaz naturel

L'ensemble des approvisionnements de l'Espagne assuré à travers Medgaz

■ L'Algérie ne dépendra plus du Maroc pour l'approvisionnement de l'Espagne en gaz naturel.

Par Massi Salami

Désormais, l'ensemble des approvisionnements de l'Espagne en gaz naturel algérien sera assuré à travers le gazoduc Medgaz, a indiqué, jeudi à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, mettant en exergue le récent projet d'extension de la capacité de ce gazoduc reliant directement les deux pays. Arkab, qui a reçu, au siège de son département ministériel l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Fernando Moran, a affirmé «l'engagement total de l'Algérie de couvrir l'ensemble des approvisionnements de l'Espagne en gaz naturel à travers le Medgaz», a indiqué un communiqué du ministère. Ainsi, l'Algérie n'aura plus à recourir au gazoduc Maghreb-Europe qui alimente l'Espagne et le Portugal via le Maroc. L'Algérie a décidé d'abandonner ce gazoduc dont le contrat s'achève le 31 octobre prochain. Lors de la rencontre de Mohamed Arkab avec l'ambassadeur d'Espagne, les deux parties ont examiné les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, «qualifiées d'excellentes, notamment celles relatives à l'approvisionnement en gaz naturel du marché espagnol à partir d'Algérie», a indiqué le même communiqué. M. Arkab a rappelé «les efforts déployés par

l'Algérie pour garantir la sécurité des approvisionnements en gaz naturel du marché espagnol, à travers les importants investissements consentis pour acheminer dans les meilleures conditions le gaz naturel sur ce marché». Il a, à ce titre, «mis en exergue les récents projets initiés, à l'image du projet d'extension de la capacité du gazoduc Medgaz reliant directement l'Algérie à l'Espagne». Le ministre de l'Energie a également mis l'accent sur les capacités dont dispose l'Algérie pour répondre à la demande en gaz «de plus en plus croissante» des marchés européens et plus particulièrement le marché espagnol et ce, grâce à la flexibilité en termes de capacités de liquéfaction dont le pays dispose. Comme il a abordé la nouvelle loi sur les hydrocarbures et sa portée sur le partenariat, invitant les compagnies espagnoles à renforcer davantage leur présence en Algérie et bénéficier des avantages offerts par la nouvelle législation.

Pour la concrétisation du projet de gazoduc transsaharien

Par ailleurs, Mohamed Arkab, dans un discours, jeudi, à l'occasion d'une rencontre avec la délégation de l'Institut national des études politiques et stratégiques du Nigeria (NIPSS), qui effectue une visite dans le pays,



PHOTO R.

a indiqué que l'Algérie accorde un intérêt particulier à la concrétisation «rapide» du projet de gazoduc transsaharien (TSGP) visant à connecter les gisements de gaz naturel nigériens à l'Europe via le réseau de gazoduc algérien.

«Nous accordons un intérêt particulier à la concrétisation rapide de cet important projet qui donnera un nouvel élan aux relations entre nos deux pays, en termes de coopération technique et de renforcement des capacités», a-t-il souligné. Ceci, a-t-il dit, induira des retombées socio-économiques importantes dans les pays de transit, dans le respect de la protection de l'environnement et du développement

durable. A cet effet, le ministre a réitéré le souhait de la partie algérienne de voir le Nigeria ratifier l'accord intergouvernemental relatif au projet TSGP signé en 2009 à Abuja. Le projet est inscrit au programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), a-t-il fait savoir. «Nous devons œuvrer ensemble pour construire l'avenir énergétique de l'Afrique, à travers le renforcement des relations bilatérales», a-t-il plaidé, tout en relevant «les importantes ressources énergétiques dont disposent les deux pays», leur permettant de développer de nombreux projets d'intérêt commun.

M. S.

Rupture des relations diplomatiques avec le Maroc

Trois questions à Abdelaziz Rahabi

L'ancien diplomate et ministre de la Communication, Abdelaziz Rahabi, a déclaré, jeudi, dans une interview à l'APS, que la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc aurait pu être évitée par un geste du roi suite à la demande de clarification exprimée par le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger concernant «la dérive dangereuse» d'un diplomate marocain à l'ONU.

APS : Que signifie la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc ?

Rahabi : C'est une situation qui n'est pas courante dans les relations entre Etats, mais elle révèle une grave crise que les moyens diplomatiques traditionnels n'ont pas réussi à résoudre, souvent en raison de l'absence d'un climat de confiance ou l'impopularité des canaux de communication entre les deux Etats.

Dans cette situation, j'estime que l'appel lancé à l'ONU par le Maroc, en juillet dernier, visant à provoquer une sédition en Algérie, a été un point de rupture pouvant être atténué par un

geste du roi du Maroc qui curieusement est venu sous la forme d'une demande de réouverture des frontières. Cela a été considéré comme un manque de considération et une attitude qui prend la forme d'une caution à l'appel à la sédition en Algérie.

Je pense encore que l'Algérie a fait preuve de retenue et de responsabilité en priant favorablement sur une réaction royale à la hauteur de la gravité de l'ingérence directe du Maroc contre l'unité de son peuple.

Quelles seraient les répercussions de la décision prise par l'Algérie sur l'échiquier maghrébin en termes géostratégiques ?

Le projet d'intégration maghrébine a été conçu avec beaucoup d'arrière-pensées. Il s'appuie d'abord sur un discours porté par le projet lui-même comme l'expression de la volonté des peuples dans l'esprit de la déclaration de Tanger de 1958, alors que la société maghrébine est loin d'être un acteur déterminant dans le déroulement d'un processus qui aura vécu moins de 5 années. De plus, les Marocains et les Tunisiens

étaient les plus ouverts sur l'Occident que les Algériens et envisageaient déjà leur intégration avec l'Europe en signant dès 1994 et 1995 des accords d'association avec l'Union européenne (UE) en pleine crise politique et sécuritaire en Algérie, violant ainsi le principe de solidarité qui est le socle normatif de tout projet d'intégration.

Enfin, l'Afrique du Nord et le Sahel sont devenus des enjeux dans la géopolitique des grandes et moyennes puissances et un théâtre de luttes d'influence régionale ce qui a forcément conduit les Maghrébins à s'inscrire dans des alliances ou des positions différentes et parfois antagoniques.

L'Algérie reste le plus engagé dans l'effort de stabilisation de la région en raison de sa considérable masse territoriale. Les frontières restent des lignes de souveraineté à défendre de façon vigilante et permanente car elles appartiennent à une zone en perpétuelle recomposition, confrontée à de nouvelles formes de menaces issues de guerres irrégulières.

Les relations avec le Maroc avec lequel nous n'avons pas de

problèmes de frontières ne doivent pas nous distraire de notre ambitieux agenda régional dans ses dimensions diplomatique, militaire et économique.

A quoi faudrait-il s'attendre concrètement après l'annonce faite par le MAE algérien ?

Je pense que la déclaration liminaire faite par le ministre Ramtane Lamamra en présentant les fondements de la décision de rupture, renseigne sur les limites de l'action purement diplomatique dans les relations internationales, car il y a souligné la volonté de nuire délibérée et matérialisée du Maroc qui dépasse le stade de la conjoncture. Il y a des attitudes durables qui relèvent d'une hostilité permanente très peu courante dans les relations internationales et surtout entre pays voisins.

A-t-il pu le faire sans le soutien inconditionnel ou bienveillant des pays alliés du Maroc ? Cette question se pose et pose celle de l'opportunité de réexaminer avec sérénité, et en tenant compte de nos intérêts, l'ensemble de nos relations avec ces pays.

APS

LA QUESTION DU JOUR

Chronique d'un attentat annoncé

Suite de la page une

C'est ce qui se serait sûrement produit, ailleurs que dans un pays que tant de gens à la fois veulent quitter, tout en disposant pour cela de peu de temps. Les Américains, les premiers à avoir donné l'alerte, n'auraient rien réussi en l'occurrence, pas même à sauver tous leurs soldats, dont ils ont perdu en une seule fois plus d'une dizaine, ce qui ne leur est pas arrivé depuis bien longtemps. Leur président, pour qui «rapidité est mère de sûreté», et qui à l'évidence avait parié sur zéro mort et zéro blessé, se retrouve maintenant avec un bilan sur les bras aussi lourd que difficilement pardonnable. Les républicains ont du coup ressenti le spectre de l'impeachment, qu'ils agitent dans sa direction. On ne les voit pas cependant demander de surseoir au retrait, pas même de le retarder d'un jour, ni même d'une heure. Un pays qu'on ne peut décidément pas quitter sans se faire encore saigner, il faut au contraire voir comment s'en extirper plus rapidement encore. Heureux le pays de l'Otan qui a pu rembarquer ses ressortissants, ses «interprètes», et ses militaires, sans une seule goutte de sang supplémentaire, pour la route, de versée. Et le tout, avant le 31 août – date limite voulue par les Américains, contre l'avis de leurs alliés, mais en parfait accord avec les Talibans. Le premier à le claironner, mais avec modération, est l'Espagne, autant comme un ouf de soulagement que comme un hurra retenu de victoire. Il n'est qu'une seule manière en effet de vaincre l'Afghanistan, ce cimetière des empires : pouvoir se détacher de lui, se retrouver libre de le fuir. N'est-ce pas qu'une fuite éperdue que celle qui s'offre en spectacle depuis maintenant plusieurs jours dans et autour de l'aéroport international de Kaboul ? Quand ce ne sont pas les Talibans qui menacent de vous couper la retraite, ce sont des gens plus dangereux qu'eux, ou Daech ou Al-Qaïda ou les deux à la fois, sans même parler des coups tordus possibles, difficilement attribuables quant à eux. Un seul membre de l'Otan non seulement ne fuit pas l'aéroport de Kaboul mais demande à y rester, et même à y faire venir des troupes supplémentaires : la Turquie, aux desseins plus que jamais impénétrables.

M. H.

Algérie-Mali

Lamamra reçu en audience par le Président de la transition

■ Dans le cadre de sa visite de travail au Mali en qualité d'Envoyé spécial du président de la République, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a été reçu, jeudi, en audience par le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta.

Par Hocine Y.

A cette occasion, M. Lamamra a transmis au chef d'Etat malien un message de son frère le Président Abdelmadjid Tebboune, portant sur les relations bilatérales et les perspectives du renforcement du partenariat stratégique qui lie les deux pays. L'audience a donné lieu à un échange de vues sur les progrès réalisés dans le cadre du processus de paix au Mali et les voies et moyens à même de permettre au pays de cueillir les dividendes de la paix et de la réconciliation nationale. En outre, le ministre des Affaires étrangères a été reçu par le Premier ministre, Chef du gouvernement, Choguel Kokalla Maïga, ainsi que par le président du Conseil national de transition (CNT), le colonel Malick Diaw. Il a également tenu une séance de travail avec son homologue malien, Abdoulaye Diop.

La rencontre avec le Premier ministre a porté sur les priorités du gouvernement malien dans la perspective de la tenue des élec-

tions devant marquer la fin de la transition en cours. M. Maïga a salué l'engagement renouvelé de l'Algérie pour la restauration de la stabilité au Mali, tout en soulignant la qualité toute particulière de la relation algéro-malienne.

Avec le président du CNT, les discussions ont porté sur l'appui de l'organe législatif à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, ainsi que sur les perspectives du renforcement de la coopération entre les institutions législatives des deux pays. Enfin, dans le prolongement de la 17^e session du Comité bilatéral stratégique tenue récemment à Alger, les chefs de la diplomatie des deux pays ont abordé les projets de coopération bilatérale, le processus de paix et de réconciliation, ainsi que les questions d'actualité, en particulier dans l'espace sahélo-saharien et en Afrique. Les deux ministres ont relevé avec satisfaction la convergence de leurs analyses et approches sur les sujets abordés et se sont félicités du caractère stratégique qui marque les liens forts unissant



PH.D.R.

les deux pays et leurs peuples frères. S'agissant de l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger,

les deux parties sont convenues de poursuivre la mise en œuvre des mesures identifiées pour redynamiser l'opérationnalisation des principales dispositions de

cet outil auquel toutes les parties maliennes ont renouvelé leur attachement dans leurs interactions avec M. Lamamra à l'occasion de cette visite. H. Y.

Tourisme

«Des propositions pratiques» pour sortir de la crise

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, a appelé les partenaires sociaux du secteur à œuvrer de concert en vue de surmonter les répercussions du coronavirus (Covid-19) et de formuler «des propositions pratiques» à cet effet, a indiqué mercredi un communiqué du ministère. Lors des rencontres qu'il a eues ces trois derniers jours avec les partenaires sociaux du secteur du Tourisme et de l'Artisanat, M. Hamadi a écouté les différentes préoccupations et les difficultés liées à la propagation de la pandémie de Covid-19 ainsi que ses répercussions sur l'activité touristique et celle des artisans, appelant tout un chacun à «adhérer à la démarche du ministère visant à promouvoir le secteur», tout en soulignant «la nécessité d'œuvrer

de concert à l'effet de surmonter les répercussions de cette crise sanitaire».

Il a, en outre, relevé «l'importance d'intensifier les efforts conjoints» afin de faire face à cette crise sanitaire «en formulant des propositions pratiques leur permettant d'exercer leur activité, et partant, mettre en œuvre la stratégie du secteur».

Le ministre a également mis en avant l'importance de créer une confédération nationale des opérateurs du secteur regroupant l'ensemble des partenaires sociaux et des acteurs, relevant, à ce propos, «la nécessité d'élaborer une charte d'éthique professionnelle qui a pour objectif de garantir la transparence dans les transactions et les pratiques entre les différents opérateurs et acteurs». Pour leur part, les partenaires sociaux ont salué la

décision du président de la République d'annuler les pénalités résultant du retard de versement des cotisations sociales et celle du Premier ministre de réactiver le Conseil national du tourisme qui «renforcera l'action intersectorielle pour bâtir une industrie touristique prometteuse». Ils ont exprimé leur disponibilité à «appuyer et accompagner les efforts consentis par le ministère pour promouvoir le tourisme et l'artisanat». Ces rencontres ont été tenues avec les responsables de la Fédération nationale des hôteliers, de la Fédération nationale des associations des agences de tourisme et de voyages, du Syndicat national des agences de tourisme et de voyages, de Cluster tourisme Algérie, de la Fédération nationale des offices de tourisme, du Syndicat national des artisans

algériens, de l'Association nationale des inspecteurs de tourisme, de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers et de l'Association nationale des commerçants et des artisans algériens. Ces réunions entrent dans le cadre du «renforcement de la concertation et de la coordination des efforts avec les différents partenaires sociaux et les représentants des professionnels du secteur qui constituent un maillon essentiel pour la concrétisation des programmes de développement touristique et de promotion de l'artisanat, un partenaire à part entière et une force de proposition pour trouver des solutions de nature à promouvoir le secteur pour lui assurer un véritable essor», a ajouté le communiqué.

R. T.

Visite en Algérie d'une délégation de l'Institut des études politiques et stratégiques nigérien

Le dispositif de soutien aux start-up présenté

Le dispositif algérien de soutien aux start-up a été présenté, mercredi à Alger, à la délégation de l'Institut des études politiques et stratégiques nigérien (NIPSS) à l'initiative du ministre délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up.

Présent à cette cérémonie de présentation au niveau de l'accélérateur de start-up «Algeria Venture», le ministre délégué, Yacine El-Mahdi Oualid, a fait savoir, lors d'un point de presse, que cette visite a permis de pré-

senter un aperçu des mécanismes qu'offre l'Etat algérien en termes de soutien aux start-up.

Il s'est agi également, a-t-il dit, d'évoquer les opportunités de coopération entre l'Algérie et le Nigéria en termes d'innovation et de soutien aux start-up.

«Cette rencontre a été fructueuse et pourra être bénéfique pour la coopération entre les deux pays», a-t-il affirmé.

Pour sa part, la cheffe de la délégation nigérienne et directrice du NIPSS, la Professeuse Funmi Para-Mallam, a souligné que son

pays croit que le commerce intra-africain est «un impératif pour permettre à l'Afrique d'aller de l'avant».

«Nous croyons que cette décennie est celle de l'Afrique. Nous pensons que l'Algérie et le Nigéria ont un grand rôle à jouer en travaillant ensemble pour faire avancer la cause africaine», a-t-elle affirmé.

Selon les cadres des deux pays présents à cette cérémonie, la visite a permis d'échanger les expériences et la présentation des efforts de l'Algérie pour

le développement de l'écosystème des start-up à travers «des politiques efficaces devant tendre vers le développement des startups en Algérie».

Composée de 17 cadres supérieurs spécialisés dans les domaines politique, économique, social et militaire, la délégation nigérienne effectuera plusieurs activités à caractère scientifique et culturel et visitera plusieurs organismes.

Des visites aux institutions algériennes seront également au programme de la délégation en

vue de connaître et tirer profit de l'expérience algérienne dans différents domaines.

La délégation nigérienne se rendra dans six wilayas (Tipasa, Annaba, Souk Ahras, Laghouat, Oran et Tindouf) où des visites à plusieurs micro-entreprises, start-up, coopératives agricoles, complexes et centres de recherche (Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle et Unité de recherche en énergies renouvelables) sont au programme.

H. G.

Dans quatre wilayas de l'Est du pays

Vers la mobilisation de 5 000 hectares à la culture du colza

■ Une superficie de 5 000 hectares sera consacrée à la culture du colza dans quatre wilayas de l'Est du pays, lors de la nouvelle saison agricole 2021-2022, a annoncé, jeudi à Constantine, le directeur général de l'Institut technique des grandes cultures (Igtc), Mohamed El-Hadi Sakhri.



Par Salem K.

L'objectif principal est de sensibiliser les agriculteurs quant à «la nécessité de s'engager dans le programme de culture du colza, notamment après la réalisation des objectifs fixés la saison dernière, où la première expérience a été lancée», a-t-il précisé à l'APS, en marge d'une réunion régionale

au profit des agriculteurs activant dans la filière du colza à travers quatre wilayas de l'Est du pays, tenue au siège de la wilaya, à la cité Daksi.

Selon le même responsable, il s'agit de porter la superficie allouée à la culture du colza à 1 500 hectares dans la wilaya de Constantine, 2 000 ha à Mila, 2 000 ha à Khenchela et 500 ha dans la wilaya d'Oum El

Bouaghi, soulignant que plusieurs wilayas du pays disposent de moyens financiers et humains ainsi que logistiques pour atteindre les objectifs tracés par le ministère de tutelle.

Le même intervenant a déclaré que le ministère de tutelle travaille à la réalisation d'un dispositif pour motiver les agriculteurs à intégrer le programme de cette filière qu'il a qualifié de «prometteur», lors de la nouvelle saison agricole. Dans le même contexte, il a indiqué que le ministère de tutelle travaille avec divers acteurs du secteur pour mettre en place l'itinéraire et l'accompagnement techniques nécessaires aux agriculteurs pour atteindre les résultats souhaités qui visent à garantir la sécurité alimentaire nationale et réduire la facture des importations. La même source a aussi rappelé que l'Algérie a pu, lors de sa première expérience, la saison dernière, assurer des quantités de graines de colza de plus de 2 300 quintaux, estimant la quantité suffisante pour couvrir, plus de 40 000 hectares consacrés à la culture du colza au cours de la nouvelle saison agricole. Il a ajouté qu'une superficie totale d'environ 3 500 hectares a été couverte à travers 29 wilayas et a permis de réaliser une production totale orientée vers la transformation estimée à 14 000 quintaux.

Au cours de cette rencontre, un débat a été ouvert entre les différents acteurs de la filière, notamment les agriculteurs, les producteurs de semences, les représentants des directions des services agricoles et des chambres d'agriculture des wilayas de Constantine, Mila, Khenchela et Oum El Bouaghi, portant sur la manière de mettre en place l'itinéraire technique de cette nouvelle filière agricole, dont la disponibilité des semences dans les délais impartis, la disponibilité des engrais et des engins nécessaires lors de la campagne labour-semences ainsi que la période de récolte.

S. K.

Banque centrale de France Le regain d'inflation sera temporaire

Les difficultés d'approvisionnement que connaissent actuellement plusieurs secteurs économiques en France vont pousser l'inflation à la hausse mais seulement de manière temporaire, a estimé, jeudi, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau.

Ces difficultés «vont pousser l'inflation plus haut que ce que nous pensions, au moins à court terme, mais nous continuons à penser, à espérer que ces difficultés d'approvisionnement sont temporaires compte tenu de l'expérience des reprises précédentes», a déclaré le gouverneur de la Banque centrale française dans le cadre de la Rencontre des entrepreneurs de France (REF) organisée par le Medef.

Le président de cette organisation patronale, Geoffroy Roux de Bézieux, a, lui, estimé mercredi que certaines tensions inflationnistes sur les matières premières pourraient être durables, notamment celles dont la demande a explosé avec la transition écologique.

Les difficultés de recrutement sont, elles, «un défi plus durable que les problèmes d'approvisionnement», selon M. Villeroy de Galhau, qui a ajouté que 48 % des entreprises interrogées par la Banque de France en déclarent «alors même qu'on est à peine sorti de la crise Covid».

Il a qualifié ces difficultés de «principal limitateur de vitesse de l'économie française».

«Donc il n'y a pas de réforme plus urgente, plus nécessaire dans notre pays que celle qui pousse à augmenter l'offre de travail : c'est la formation, c'est le traitement du sous-emploi des jeunes et des seniors, c'est un travail rendu plus incitatif», a argumenté le gouverneur.

Enfin, il a estimé que «nous ne pouvons pas nous satisfaire des 8 % actuels de taux de chômage, ni d'une croissance qui après le Covid resterait à peine supérieure à 1 %, alors que nous devons viser le 2 %».

En juillet, le chômage en France a reculé de 11,1 % sur un an, selon les chiffres publiés mercredi par le ministère du Travail.

K. M.

Energie

Le brut de l'Opep augmente à plus de 70 dollars

Le panier de l'Opep, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, s'est établi à plus de 70 dollars à la fin de la semaine en cours après deux plusieurs séances de baisse.

Selon les données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publiées jeudi, «le panier de référence de l'Opep de treize bruts a progressé à 70,59 dollars le baril mer-

credi, contre 69,71 mardi dernier», alors qu'il échangeait entre 66 et 69 dollars durant la semaine en cours.

Cette hausse enregistrée lors de cette dernière semaine du mois d'août intervient dans un contexte d'amélioration des prix du brut au marché mondial, soutenus notamment par l'espoir quant à une amélioration de la demande qui reste toujours liée à la situation sanitaire.

Mercredi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a terminé à Londres en hausse de 3,34 % ou 2,30 dollars, à 71,05 dollars.

Pour ce jeudi, il a entamé la séance à 71,53 dollars à Londres, en baisse de 1,00 % par rapport à la clôture de la veille.

Par ailleurs, la 20^e réunion ministérielle des 23 pays signataires de la Déclaration de

coopération Opep et non Opep est très attendue par les investisseurs. Cette réunion, qui se tiendra par vidéoconférence, est annoncée pour le 1^{er} septembre prochain. Les producteurs de l'Opep+ avaient décidé d'augmenter, dès août, leur production de 400 000 barils par jour chaque mois, jusqu'à l'annulation complète du quota de réduction restant, estimé à 5,8 MBJ.

R. E.

Le baril de Brent à 71,53 dollars

Les prix du pétrole reculaient jeudi malgré la publication, la veille, de stocks de brut en baisse aux Etats-Unis, le marché marquant un palier après trois séances consécutives de hausse.

Vers 09h40 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 71,53

dollars à Londres, en baisse de 1,00 % par rapport à la clôture de la veille. A New York, le baril américain de WTI pour le même mois perdait 1,17 % à 67,56 dollars.

Les deux contrats de référence ont cependant engrangé environ 9 % depuis le début de la semaine. «La question est tou-

jours de savoir si le marché physique continuera à se resserrer sur le reste de l'année», explique Neil Wilson, analyste de Markets.com. Selon lui, «tout dépendra de la reprise de la demande».

Sur ce plan, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) est venue mercredi

partager des informations rassurantes : la baisse des réserves commerciales de pétrole brut aux Etats-Unis ainsi que celle des stocks d'essence.

Le rapport hebdomadaire de l'EIA fait état d'une diminution de 3 millions de barils la semaine passée, dépassant ainsi les estimations des analystes.

R. E.

Sonatrach

Le P-dg du groupe Asmidal élu à la tête de l'Union arabe des engrais

Le président-directeur général du groupe Asmidal (filiale de Sonatrach), Heouaine Mohamed Tahar, a été élu à la tête de l'Union arabe des engrais (AFA), a indiqué un communiqué de la compagnie nationale des hydrocarbures. M. Heouaine a été élu président dans le cadre de la

120^e réunion du Conseil d'administration de l'Union arabe des engrais, tenue le 24 août 2021, pour parachever le mandat actuel qui expire à la fin 2021, et entamer le nouveau mandat d'une durée de deux ans, ajoute la compagnie dans son communiqué publié sur sa page Facebook. L'AFA est une organi-

sation internationale non gouvernementale créée en 1975 et siégeant au Caire (Egypte).

Elle regroupe 180 compagnies spécialisées dans l'industrie et le commerce des engrais issus de 35 Etats, y compris les entreprises algériennes activant dans ce domaine, ses membres représentant le tiers de l'industrie

des engrais dans le monde.

L'Algérie présidera l'AFA pour la première fois depuis sa création, a ajouté le communiqué, précisant que le représentant de l'Algérie occupait le poste de vice-président du Conseil d'administration au titre du mandat actuel, ajoute le communiqué.

Salem M.

Le théâtre amateur

Un réservoir de talents professionnels

■ Un programme virtuel riche et varié est proposé par le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) depuis la fermeture des établissements culturels en raison de la pandémie de Covid-19. A l'instar des pièces de théâtre diffusées sur la plateforme numérique du TNA, un forum virtuel est retransmis tous les jeudis avec des thématiques liées au secteur de la Culture.



Nadjib Stambouli

Par Abla Selles

Pour la soirée de jeudi, c'est sous le thème «L'apport du théâtre amateur au théâtre professionnel» que le journaliste,

écrivain et critique de théâtre, Nadjib Stambouli, s'est exprimé. «Le théâtre amateur a constitué un réservoir de comédiens pour le théâtre professionnel auquel il a injecté un grand nombre de talents qui ont brillé

dans les théâtres régionaux», a indiqué Nadjib Stambouli. Le conférencier a rappelé, dans ce sens, que nombre de comédiens professionnels sont issus du théâtre amateur, sans être forcément prédestinés à une carrière

professionnelle, en faisant leurs débuts dans le théâtre engagé, politique et dans la sensibilisation. Dans ce forum diffusé sur la chaîne Youtube du TNA, il cite, à titre d'exemple, nombre de talents du théâtre professionnel notamment au théâtre régional d'Oran, venus des troupes de théâtre amateur comme «Compagnons du théâtre» et «Théâtre de l'Atelier», dont Said Bouabdellah, Azri, les Hachmaoui, Belkaid, Belkeroui et Senouci.

Le théâtre régional de Constantine a, lui aussi, puisé dans le réservoir du théâtre amateur, notamment du Cercle d'activités culturelles de Constantine (Crac), ancêtre dans les années 60 des autres troupes amateur du théâtre local, comme Djamel Dekkar, Noureddine Bechkri, Tayeb Dehimi, Boubria et autres.

Autre exemple édifiant de ce lien fort entre les théâtres amateur et professionnel, la troupe «Sindjeb» de Bordj Menail (Boumerdès), animée par le dramaturge Omar Fetmouche, qui deviendra professionnel ainsi que le reste de la troupe qui rejoindra le théâtre de Béjaïa et ailleurs.

Pour Nadjib Stambouli, ces comédiens amateurs apporteront au théâtre professionnel

«leur talent et leur dynamisme juvénile, leur combativité syndicale et leur créativité», notamment par la création collective qu'ils avaient adoptée en étant amateurs.

L'exemple de la troupe de Kateb Yacine «l'Action culturelle des travailleurs» (Act) est cité comme cas à part, puisque l'ensemble de la troupe a rejoint «en bloc» le théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, que dirigera Kateb Yacine, a-t-il encore rappelé.

Par ailleurs, l'invité du forum a relevé l'importance d'accompagner le théâtre par la critique, tout en évoquant les liens étroits entre théâtre amateur et professionnel de manière assez succincte.

Nadjib Stambouli, 68 ans, a totalisé une longue expérience comme journaliste dans les rubriques culturelles de plusieurs titres de la presse nationale. Depuis 2015, il s'est consacré à l'écriture romanesque et publie plusieurs ouvrages dont «Ma piste aux étoiles», un recueil de portraits d'hommes de culture et d'intellectuels, suivi de plusieurs romans, notamment «Le comédien», «La rancune», «Le fils à maman» et «Le mauvais génie».

A. S.

«Mission : Impossible 7»

Tom Cruise raconte la cascade «la plus dangereuse» de sa carrière

Tom Cruise a fait sensation au festival CinemaCon de Las Vegas avec les premières images du très attendu «Mission : Impossible 7» et une cascade spectaculaire où l'acteur s'élançait dans le vide sur une moto lancée à pleine vitesse. Pour courtiser les propriétaires de salles de cinéma rassemblés pour leur réunion annuelle, les studios Paramount avaient mobilisé Tom Cruise lui-même pour une brève intervention par visioconférence.

«C'est de très loin la chose la plus dangereuse que j'ai jamais tentée», a lancé Tom Cruise, 59 ans, en présentant cette casca-

de. «Nous y travaillons depuis des années», a précisé l'acteur, expliquant qu'il s'agit d'un «saut à moto depuis une falaise, suivi d'un saut en base-jump».

«J'ai voulu faire ça depuis que je suis tout petit», a-t-il ajouté.

Des images des coulisses diffusées pour l'occasion montraient Tom Cruise se préparant pour ce tour de force avec plus de 500 sauts en parachute et quelque 13 000 sauts à moto, avant de se rendre sur une falaise norvégienne. Le réalisateur du film, Christopher McQuarrie, suit la scène avec anxiété jusqu'à ce que l'acteur ouvre son parachute et se pose sain et

sauf, avec cette analyse : «Je pense que je peux rester sur la moto un peu plus longtemps».

Il effectue la plupart des cascades de ses rôles

Tom Cruise, l'une des plus grandes stars d'Hollywood, est connu pour effectuer lui-même la plupart des cascades de ses rôles. Il s'était d'ailleurs brisé la cheville durant le tournage du précédent film mettant en scène le personnage d'Ethan Hunt, «Mission Impossible : Fallout».

L'acteur est aussi au cœur de la suite très attendue de «Top

Gun», qui l'avait propulsé vers la gloire en 1986. Les participants du festival CinemaCon ont eu la chance ce jeudi de voir les treize premières minutes du film, où le pilote d'élite Maverick teste un prototype révolutionnaire de jet supersonique malgré l'opposition de ses chefs, qui veulent fermer ce programme ultra-secret pour remplacer les pilotes par des drones.

L'an dernier, le CinemaCon, où les studios hollywoodiens dépêchent d'ordinaire des cohortes de stars, a dû être annulé à cause du coronavirus. Et même si près de 90 % des cinémas nord-américains ont

rouvert leurs portes, leur avenir reste encore incertain. «Nous avons tous connu une année étrange et difficile», a reconnu dans un message vidéo pré-enregistré l'acteur Matthew McConaughey, relevant que «peu d'entreprises ont autant subi l'impact de la pandémie que les salles de cinéma». L'acteur présentait la suite du film d'animation musical «Tous en scène 2» pour les studios Universal, qui ont également dévoilé des images du nouveau volet de la saga «Jurassic Park», baptisé «Le Monde d'Après», et la comédie romantique de Jennifer Lopez.

Accusé de donner la parole aux complotistes

Spike Lee modifie son docu sur le 11-Septembre

Le réalisateur américain Spike Lee procède à un nouveau montage du dernier épisode de son documentaire pour HBO sur les attentats du 11-Septembre qui comprend des interviews avec des adeptes de la théorie du complot, a-t-il annoncé ce mercredi 25 août.

Le dernier épisode de cette série longue de huit heures – qui se concentre sur les conséquences des attaques d'Al-Qaïda et de la pandémie de Covid-19 sur la ville de New York – inclut

des entretiens avec un groupe faisant la promotion de la théorie prouvée fautive selon laquelle les Tours jumelles ont été détruites par le biais d'une démolition contrôlée, et non par les avions détournés pour s'écraser sur les bâtiments.

Le réalisateur, président du jury du Festival de Cannes cette année, a fait face à de fortes critiques pour avoir inclus ces interviews après que la chaîne HBO a permis à certains journalistes de visionner la série à l'avance. Le

dernier épisode doit être diffusé à la télévision américaine le 11 septembre, soit le jour du 20^e anniversaire des attentats.

«Je vous demande respectueusement de garder tout jugement jusqu'à ce que vous voyez la version finale», a écrit Spike Lee dans une note sur le site de HBO. L'épisode comprend aussi des interviews de scientifiques qui réfutent ces affirmations, mais selon ses détracteurs, Spike Lee a accordé un temps d'antenne non mérité aux com-

plotistes. «Il consacre 30 minutes à la toute fin de la série pour remettre en scène des arguments qui ont été prouvés faux des milliers de fois», affirme le journaliste Jeremy Stahl dans le magazine «Slate».

Jeremy Stahl avait auparavant interviewé Richard Gage, le membre principal du groupe conspirationniste qui apparaît dans le documentaire de Spike Lee. Cet homme «est responsable d'avoir colporté certains des mensonges les plus perni-

cieux et persistants à propos des attentats du 11-Septembre», écrit le journaliste.

D'après ce dernier, l'épisode en question était «un peu comme présenter des sceptiques du vaccin anti-Covid aux côtés (du scientifique) Anthony Fauci, ou des négationnistes de l'Holocauste aux côtés du centre Simon Wiesenthal, ou une clique de climatosceptiques aux côtés des auteurs du rapport onusien du Giec».

R. I.



Kaboul

Le bilan de l'attentat à l'aéroport grimpe à 85 morts et plus de 160 blessés

■ Le bilan de la double attaque suicide perpétrée par le groupe jihadiste État islamique (EI) à l'aéroport de Kaboul est monté hier à 85 morts, dont treize soldats américains, dans une atmosphère tendue à quelques jours de la fin prévue des évacuations des étrangers et afghans qui cherchent à fuir le nouveau régime taliban.

Par Mourad M.

L'attentat, mené jeudi à la tombée du jour, a semé le chaos et la désolation parmi les milliers d'Afghans massés sur place dans l'espoir de monter dans des avions affrétés par les Occidentaux.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont montré des dizaines de victimes, mortes ou blessées, étendues dans les eaux saumâtres d'un canal d'égoût, entourées de secou-

ristes débordés et démunis. Hommes, femmes et enfants couraient dans tous les sens pour s'éloigner du lieu des explosions.

«Il y a beaucoup de femmes et d'enfants parmi les victimes. La plupart des gens sont choqués, traumatisés», a déclaré, hier à l'AFP, un responsable de l'ancien gouvernement renversé à la mi-août par les talibans, en annonçant à l'AFP le nouveau bilan d'au moins 72 morts et 150 blessés à partir des informations recueillies dans les hôpitaux

locaux. Le précédent bilan, donné jeudi soir par le régime taliban, faisait état de 13 à 20 morts et de 52 blessés.

La situation semblait calme hier matin à Kaboul, notamment autour de l'aéroport où les talibans avaient renforcé leurs barrières et où la foule semblait avoir disparu par endroits.

La double explosion a également tué au moins treize soldats américains et en a blessé dix-huit autres, selon le Pentagone, ce qui en fait l'attaque la plus meurtrière contre l'armée américaine en Afghanistan depuis 2011.

Confronté à la plus grave crise depuis le début de son mandat et visiblement secoué, le président américain Joe Biden a réagi en promettant de «pourchasser et de faire payer les auteurs de l'attaque». «L'Amérique ne se laissera pas intimider», a-t-il lancé d'un ton martial.

Ce premier attentat meurtrier depuis le retour au pouvoir des talibans le 15 août intervient à quelques jours du départ du pays des troupes américaines, prévu le 31 août, après vingt ans de guerre infructueuse contre les islamistes.

Les larmes aux yeux, M. Biden a rendu hommage aux soldats tués, «des héros (...) engagés dans une mission dangereuse et altruiste pour sauver d'autres vies» et a fait savoir que les États-Unis allaient «poursuivre l'évacuation».

Selon Washington, qui s'attend à ce que les attaques de l'EI «continuent», cet attentat a été mené par deux kamikazes du groupe jihadiste, suivi d'une fusillade.

Sous le nom d'El-K (État isla-



Ph. > D. R.

mique Province du Khorasan), l'EI a revendiqué certaines des attaques les plus sanglantes commises ces dernières années en Afghanistan, faisant des centaines de morts, en particulier parmi les musulmans chiites.

Même s'il s'agit de deux groupes sunnites radicaux, l'EI et les talibans sont en concurrence et sont animés par une haine tenace et réciproque.

Les Occidentaux ont condamné l'attentat, soulignant qu'il ne devait pas empêcher la poursuite des évacuations massives, qui ont à ce jour permis de faire partir 100 100 personnes, selon les dernières données publiées jeudi soir par la Maison-Blanche.

Le nouveau régime taliban, via son porte-parole Zabihullah Mujahid, a «fermement condamné ces attentats à la bombe», tout en soulignant qu'ils étaient survenus dans une zone placée sous la responsabilité de l'armée américaine. Depuis la reprise soudaine de Kaboul et du pou-

voir par les talibans, le vaste aéroport de Kaboul est le dernier endroit du pays où sont rassemblées les forces occidentales, menées par l'armée américaine.

L'Otan et l'Union européenne ont appelé à poursuivre les évacuations depuis Kaboul malgré tout. L'Espagne a annoncé hier matin avoir terminé ses vols d'évacuation, comme l'Allemagne, les Pays-Bas, le Canada et l'Australie avant elle. Celles des Britanniques s'achèveront «dans quelques heures», a précisé Londres hier matin.

Après les explosions, Paris a annoncé le rapatriement en France pour raisons de sécurité de son ambassadeur en Afghanistan, David Martinon, qui se trouvait jusque-là à l'aéroport de Kaboul.

Selon des sources militaires, l'une des explosions s'est produite à proximité d'Abbey Gate, l'un des trois points d'accès à l'aéroport.

M. M.

Commentaire

Prétendants

Par Fouzia Mahmoudi

Si Xavier Bertrand a choisi d'annoncer sa candidature officielle à la présidentielle en mars dernier, dans l'espoir de fermer la porte à toute autre candidature à droite et plus particulièrement chez Les Républicains, l'on peut dire que cela est raté, car aujourd'hui les prétendants à la course à l'Élysée se bousculent du côté des LR. Après Valérie Pécresse qui avait quelques semaines après Bertrand dévoilé ses ambitions, ce sont aujourd'hui Michel Barnier, ex-ministre et Éric Ciotti, représentant du courant «dur» de la droite, qui annoncent à leur tour leurs candidatures. Barnier, l'ancien négociateur de l'Union européenne pour le Brexit, a annoncé ce jeudi, dans le JT de 20 heures de TF1, sa candidature à la prochaine élection présidentielle (10 et 24 avril 2022). «Je veux être le président d'une France réconciliée», a déclaré l'homme de 70 ans, qui n'a pas précisé s'il passerait par une primaire de la droite. Parmi les axes de son projet, l'ancien sénateur et député, membre du parti Les Républicains, a évoqué l'idée de «limiter l'immigration et la maîtriser» et de «remettre le travail, le mérite au centre de notre société» ainsi que la lutte contre «le changement climatique qui va tout bouleverser». «Je suis candidat pour être un président qui respecte les Français et qui fait respecter la France. Nous sommes dans des temps exigeants. Le monde qui nous entoure est dangereux, instable, fragile. Notre pays va mal. Il faut une alternance pour réconcilier, remettre ensemble et agir vraiment», a-t-il expliqué. Ciotti, député Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes, a lui aussi fait son annonce ce jeudi de se porter candidat à une primaire de la droite en vue de l'élection présidentielle de 2022. «Je serai candidat à la primaire de la droite pour désigner notre candidat, un candidat commun pour l'élection présidentielle», a dit Ciotti sur BFM-TV, appelant de ses vœux à l'organisation d'une primaire par son parti, dont les modalités n'ont pas encore été annoncées. «Je souhaite être candidat pour porter des idées de droite. Mon cap est à droite et mon objectif est simple : que la France reste la France», a affirmé le président de la Commission nationale d'investiture de LR. «Aujourd'hui, je vois avec désespérance ce pays que j'aime passionnément décliner, au plan industriel, au plan de sa place dans le monde, je vois la violence gagner nos quartiers, douze morts depuis le début juillet à Marseille, je vois le communautarisme islamiste gagner des territoires et des âmes». Un autre candidat s'est déclaré il y a quelques semaines, moins connu politiquement, il a fait le tour des plateaux en tant que médecin à l'occasion de la crise sanitaire lié au Covid-19. Le 26 juillet, le docteur Philippe Juvin, maire LR de La Garenne-Colombes, dans les Hauts-de-Seine, de faire acte de candidature. Chef des urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris, très présent depuis la crise du Covid-19, il se présente comme le candidat des services publics, le seul «connecté à la réalité». Mais la liste pourrait ne pas s'arrêter là et certaines candidatures sont encore possibles, telles que celle du maire de Cannes, David Lisnard, qui a déclaré vouloir participer à une primaire de la droite tout en refusant d'officialiser sa candidature le 7 juillet. Rachida Dati, l'ancienne ministre de Sarkozy, a quant à elle déclaré dès septembre 2020 qu'elle avait pour ambition de «gagner l'élection présidentielle de 2022», mais depuis a toujours refusé de se prononcer sur une candidature officielle. Ainsi, à droite, les électeurs auront le choix entre toute sorte de candidats, mais reste à savoir qui maintiendront leur candidature jusqu'au bout et surtout s'ils seront nombreux, prenant le risque de fragmenter le vote des sympathisants de droite, menant au final à une possible nouvelle défaite collective de cette famille politique. F. M.

Éthiopie

Plus de 210 morts dans des attaques «à caractère ethnique» la semaine dernière

Une série d'attaques et de représailles «à caractère ethnique» ont fait plus de 210 morts la semaine dernière dans la région de l'Oromia, dans l'Ouest de l'Éthiopie, a affirmé, jeudi, la Commission éthiopienne des droits humains (EHRC).

Organisme indépendamment mais rattaché au gouvernement éthiopien, l'EHRC dit avoir recueilli des témoignages d'habitants de la zone de Gida-Kirimu, qui imputent la première de ces attaques à un groupe rebelle oromo.

Selon ces témoignages, «des hommes armés prétendument affiliés à l'OLF-Shane», appellation utilisée par les autorités pour désigner l'Armée de libération oromo (OLA), ont mené le 18 août des attaques «à caractère

ethnique». «Les habitants de la région ont déclaré à la commission que plus de 150 personnes ont été tuées par les hommes armés», écrit l'EHRC dans un communiqué.

Ces attaques, qui ont eu lieu au lendemain d'un retrait des forces de sécurité de ce secteur occidental de la région de l'Oromia, ont ensuite déclenché des représailles, tuant plus de 60 personnes», ajoute l'EHRC.

De nombreux habitants ont fui vers la ville de Kirimu, ainsi que dans la région voisine de l'Amhara.

«L'EHRC poursuivra son suivi de la situation, conformément aux discussions avec les autorités compétentes et souligne la nécessité d'une action immédiate pour empêcher le niveau dan-

gereux de sécurité de la région (Gida Kiramu) de s'étendre aux zones voisines et de créer davantage de crise humanitaire», souligne le communiqué.

Dans un communiqué jeudi matin, l'OLA avait démenti toute responsabilité dans de récentes attaques sur des civils dans cette région et demandé «une enquête indépendante des Nations unies ou tout autre tiers concerné», dénonçant «des faits déformés».

L'OLA, qui compterait quelques milliers de membres, est une émanation du Front de libération de l'Oromo (OLF), parti d'opposition ayant renoncé à la lutte armée depuis le retour d'exil de ses dirigeants après l'arrivée au pouvoir, en 2018, d'Abiy Ahmed, premier dirigeant éthiopien oromo.

Selon l'analyste international chilien Esteban Silva

La communauté internationale doit «condamner» la politique hostile de Rabat envers l'Algérie

■ L'analyste international chilien, Esteban Silva, a exprimé son soutien à la décision de l'Algérie de rompre ses relations diplomatiques avec le Royaume du Maroc, et appelé la communauté internationale à «condamner» le comportement inacceptable de Rabat envers plusieurs pays notamment l'Algérie, la Palestine et le Sahara occidental, dans un entretien accordé, jeudi, au journal électronique «La Patrie News».



Par Moncef Gh.

«**J**e viens de lire la déclaration du ministère des Affaires étrangères de l'Algérie (concernant la rupture des relations avec le Maroc). Je dois dire que je la partage intégralement. Il s'agit, en effet, d'une sévère mise en garde et d'une dénonciation publique de la conduite parfaitement agressive du royaume marocain à l'encontre de l'Algérie», estime

Esteban Silva.

«La politique hostile du Maroc vise en premier lieu l'Algérie, et en second la lutte du peuple sahraoui en faveur de son autodétermination. C'est une atteinte flagrante à la souveraineté et à l'indépendance du peuple sahraoui», souligne l'analyste chilien.

Interrogé sur le scandale d'espionnage de Pegasus dans lequel le Maroc est impliqué, Esteban Silva rappelle que «la démarche agressive du royaume

marocain, allié de l'entité sioniste, s'est appuyée sur une technologie de pointe à l'aide d'un logiciel d'espionnage appelé Pegasus». Pour cet analyste, ce que le royaume marocain a fait «est absolument regrettable». Et de poursuivre : «C'est une très grave atteinte au droit international».

«Le recours au logiciel espion Pegasus est également une agression directe contre l'Algérie. Or, c'est un pays qui a toujours été respectueux de la

légalité internationale, et dans la défense des causes justes et nobles à travers le monde», souligne encore l'analyste.

«L'Algérie défend par principe le droit de tous les peuples à leur autodétermination, et donc pas seulement celui du peuple sahraoui, conduit et représenté légitimement par le Front Polisario. Voilà pourquoi, l'Algérie a tout de temps condamné la politique néocolonialiste, expansionniste et l'occupation territoriale de la Palestine de la part de l'entité sioniste», explique Esteban Silva, un fervent défenseur des causes palestinienne et sahraouie.

A propos de la «normalisation» des relations entre le régime marocain et l'entité sioniste en échange de la reconnaissance par les Etats-Unis de la prétendue «souveraineté» du Maroc sur le Sahara occidental occupé, l'analyste estime que le Maroc «commet une atteinte aux droits du peuple palestinien. Mais pas seulement ce peuple. Le peuple sahraoui, lui aussi, en est une victime collatérale». «Partant de ce raisonnement parfaitement logique, je peux dire que le scandale lié à cet espionnage utilisant les technologies de pointe du logiciel Pegasus me permet d'incriminer directement le Maroc», soutient-il. Donc, dit-il encore : «Le comportement inacceptable du

Maroc doit être rejeté et condamné par toute la communauté internationale».

«L'Amérique Latine et les Caraïbes condamnent avec force le comportement illégal, inacceptable et attentatoire du Maroc. Il constitue une agression directe contre les peuples sahraoui et palestinien. C'est aussi une attaque caractérisée contre le peuple et le gouvernement algériens», conclut le politologue. **M.**

Libye

Washington insiste sur la tenue d'élections dans les délais

Les Etats-Unis ont souligné l'impératif pour les Libyens d'aller à des élections «libres et transparentes» dans les délais prévus en décembre, affirmant que le choix des prochaines autorités relevait de la responsabilité du peuple libyen, selon un communiqué de l'ambassade américaine à Tripoli.

Le chef de mission adjoint à l'ambassade des Etats-Unis en Libye, Leslie Ordeman, et le représentant de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) dans le pays, John Pennell, ont discuté à Tripoli du soutien américain aux élections avec la Commission électorale nationale, le ministère de l'Intérieur et la société civile. Cité dans le même communiqué, Ordeman a noté le soutien des Etats-Unis à des élections «libres et transparentes» et leur appui à la feuille de route du forum de dialogue politique visant à répondre aux attentes du peuple libyen. M. Ordeman a exprimé le souhait de «voir bientôt le lancement de la campagne électorale, au cours de laquelle les partis et ceux qui espèrent se présenter aux élections pourront présenter leurs programmes». Selon le communiqué, l'Usaid a formé à ce jour plus de 2 000 observateurs électoraux en Libye, qui sont désormais prêts à assurer la surveillance des élections.

La fin des combats à l'été 2020 en Libye avait été suivie en octobre de la même année par la signature d'un cessez-le-feu entre les parties libyennes, qui depuis est globalement respecté. Un gouvernement unifié et transitoire avait ensuite été formé en début d'année, sous la houlette de l'ONU, avec pour mission d'unifier les institutions et de mener le pays au double scrutin du 24 décembre prochain. **Bilal L.**

Tunisie/Libye

Des responsables discutent de la sécurité et de la réouverture des frontières

Une délégation gouvernementale libyenne de haut niveau a effectué jeudi une visite de travail en Tunisie pour coordonner avec des responsables tunisiens certaines questions d'intérêt commun, notamment la lutte contre le terrorisme et la réouverture des frontières, selon le ministère tunisien des Affaires étrangères.

Une réunion a eu lieu sous la co-présidence du ministre tunisien des Affaires étrangères, Othman Jarandi, et de son homologue libyenne, Najla Al-Manqoush, accompagnée de plusieurs ministres du Gouvernement d'union nationale libyen.

Dans une déclaration, le chef de la diplomatie tunisienne a souligné la nécessité de renforcer davantage les relations bilatérales entre la Tunisie et la Libye et de les porter au niveau d'un partenariat stratégique efficace et solidaire.

La délégation ministérielle

libyenne a manifesté, au cours des entretiens avec la partie tunisienne, sa «grande préoccupation quant à la sécurité de la Tunisie, compte tenu des intérêts partagés et de l'unité de sort des deux pays», a noté la diplomatie tunisienne. La ministre libyenne a également affirmé l'engagement de son pays à travailler avec la Tunisie pour protéger les deux pays de toute menace, quelle que soit sa nature.

Evoquant l'ouverture des postes frontaliers avec la Libye, la partie tunisienne a souligné que l'évolution de la situation épidémiologique imposait des restrictions à la circulation des personnes et que le protocole sanitaire adopté par le Comité scientifique tunisien s'appliquait à toutes les arrivées en Tunisie afin d'éviter une nouvelle aggravation de la situation sanitaire.

Cependant, compte tenu de la spécificité des zones frontalières entre la Tunisie et la Libye et des situations humanitaires

urgentes, en plus des intérêts économiques et commerciaux, les deux parties ont exprimé leur volonté conjointe d'organiser des réunions à distance entre les comités scientifiques respectifs,

afin d'étudier les possibilités de protocole sanitaire adapté aux particularités des zones frontalières, a fait savoir le ministère tunisien des Affaires étrangères. **G. M.**

Positions des forces d'occupation à Aousserd et Mahbès L'armée sahraouie mène de nouvelles attaques

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené, jeudi, de nouvelles attaques contre les positions des forces d'occupation marocaines dans les secteurs de Aousserd et Mahbès, a indiqué le communiqué militaire N° 288 du ministère sahraoui de la Défense.

«Les unités de l'APLS ont intensifié leurs raids contre les positions des forces marocaines dans la région de Kalb Ennas, à

Aousserd», note le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Les unités de l'armée sahraouie ont, en outre, mené des attaques dans les régions d'Akrara Laatassa et Laaked, dans le secteur de Mahbès.

Les attaques de l'armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation le long du mur de la honte et de l'humiliation.

Bilal L.



Sur décision du MJS

Reprise des activités sportives dans tous les paliers et catégories confondus

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé avoir donné son feu vert pour la reprise des activités sportives, tous paliers confondus et au niveau de toutes les catégories, en vue de la saison 2021-2022, suite aux instructions du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), a-t-elle indiqué sur son site officiel. La décision a été prise lors de la réunion statutaire du Bureau fédéral de la FAF, tenue récemment sous la présidence d'Amara Charaf-Eddine, précise la même source. « Suite aux instructions du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), il a été décidé de la reprise de toutes les activités sportives pour la saison 2021-2022. Les clubs, tous paliers confondus, peuvent reprendre leurs activités au niveau de toutes les catégories, tout en procédant à la vaccination des joueurs et membres des différents staffs », a indiqué la

FAF dans un communiqué.

Lors du précédent exercice 2020-2021, seuls la Ligue 1 professionnelle, la Ligue 2 amateur et le Championnat inter-régions, avaient été autorisés par la FAF, en concertation avec les autorités. « S'agissant des jeunes footballeurs, il faudra attendre les directives et protocoles qui seront édictés par le ministère de la Santé pour procéder à la vaccination de cette frange », précise la même source.

La FAF rappelle que « le recours à la vaccination et les décisions d'allègement du confinement sanitaire n'excluent pas le respect strict des mesures sanitaires (test antigénique, distanciation physique, port du masque, utilisation du gel hydro-alcoolique,) et gestes barrières contre le Covid-19. Le test antigénique pourrait être aléatoire si la situation sanitaire venait à s'améliorer ».

Ligue 1

Infantino félicite le CRB

Le président de la Fédération internationale de football (Fifa), Gianni Infantino, a adressé un message de félicitations au CR Belouizdad, sacré champion d'Algérie 2020-2021, a indiqué, jeudi, le Fédération algérienne de la discipline (FAF). « Ce titre est, sans aucun doute, le résultat d'un travail acharné, de la passion et de l'engagement, et tout

le monde au sein du club peut certainement être fier de cette importante réalisation », a écrit le président de la Fifa dans son message. Pour rappel, le CR Belouizdad a décroché le 8^e titre de champion dans son histoire et le second de rang, en terminant en tête avec 79 points, à huit longueurs de son dauphin l'ES Sétif (71 pts).

Arabie saoudite

Amir Sayoud s'engage en faveur d'Al Ta'ee

C'était dans l'air depuis plusieurs semaines, et c'est désormais officiel : le meilleur buteur du championnat algérien, Amir Sayoud, s'est engagé jeudi en faveur d'Al-Ta'ee, en Arabie saoudite.

Pour Amir Sayoud, l'aventure au CRB prend fin. Le joueur de 31 ans s'est envolé pour l'Arabie saoudite et a signé son contrat de deux ans qui le lie avec le

nouveau promu en D1 saoudien, Al Ta'ee.

Sayoud, qui avait plusieurs contacts à l'étranger, a préféré assurer son avenir avec Al Ta'ee qui lui offre un bon salaire. À noter, également, qu'Al-Ta'ee a perdu ses deux premières rencontres en championnat sur le score de 1-0 et jouera aujourd'hui son troisième match face à Al Feiha.

Paralympiques-2020 (Goal-ball) : Gr : A/2^e J

L'Algérie et la Lituanie se neutralisent

L'équipe algérienne de goal-ball (messieurs) a fait match nul contre la Lituanie 7-7, mi-temps (3-4), jeudi à Tokyo pour le compte de la 2^e journée, groupe A, des 16^e Jeux paralympiques, et relance ses chances de qualification aux quarts de finale ouverts aux quatre premières sélections des deux groupes.

Durant toute la rencontre, les coéquipiers du capitaine Samir Belhouchet, meilleur buteur de l'équipe, n'ont pas réussi à prendre l'ascendant sur un adversaire plus compact en défense, et mieux inspiré et efficace en attaque, grâce notamment au gaucher Pazarasuskas, auteur de plusieurs buts dont le premier (1-0), après trois minutes de jeu.

La maîtrise des Lituaniens s'est poursuivie durant toute la première mi-temps, menant jusqu'à 3-0. La première réaction des Algériens est intervenue à la

5^e minute, avec une première réalisation de Belhouchet (3-1), mais sans pour autant réussir à revenir au score durant cette période de 12 minutes achevée à la faveur de la Lituanie (4-3).

En seconde période, l'équipe algérienne a été nettement meilleure, notamment en défense avec moins d'erreurs et une attaque moins efficace. Ce nouveau visage a permis à l'équipe de revenir peu à peu dans la partie et d'égaliser (5-5) à six minutes de la fin, avant de prendre l'avantage, pour la première fois (6-5).

Les protégés de l'entraîneur Saad Boutiba pouvaient espérer mieux, malheureusement ils ont raté un pénalty (high-ball) par leur capitaine, qui reste néanmoins le meilleur marqueur des Verts. Le temps restant de la rencontre n'a pas permis aux deux équipes de se départager, terminant le match (7-7).

L'EN A' s'impose face à la Syrie en amical

Deuxième test réussi pour Bougherra

■ Le coach de la sélection nationale A', Madjid Bougherra, a réussi son deuxième test avec son groupe, en remportant son second match amical depuis son intronisation à la tête du staff technique de cette équipe, après le succès face au Liberia début juin.



Bougherra satisfait de ce second succès

Par Mahfoud M.

Cette fois-ci l'EN A', composée de joueurs locaux, s'est imposée (2-1) lors d'un match amical disputé jeudi au stade d'Al-Wakra à Doha, face à l'équipe première de Syrie. Cette rencontre, faut-il le rappeler, entre dans le cadre de la préparation des Verts en vue de la Coupe arabe des nations de la Fifa 2021, prévue au Qatar (30 novembre-18 décembre).

L'Algérie a ouvert le score dès la 3^e minute de jeu grâce au sociétaire de l'ES Sétif, Ahmed Kendouci, avant que son coéquipier à l'Entente, Abderrahim Deghmoum, ne corse l'addition quelques minutes avant la pause

(37'). L'Algérie a raté un pénalty par Billel Messaoudi (35').

En seconde période, les Syriens ont réduit le score par Mahmoud Al-Mawas (85'). Les « Verts » disputeront leur deuxième et dernier match amical, demain face au Burundi, à Doha. Il est attendu que le coach national fasse appel à d'autres joueurs pour cette joute, lui qui souhaite voire à l'œuvre tous les éléments qu'il a convoqués pour ce stage préparatoire.

En vue de ces matchs amicaux, le sélectionneur Madjid Bougherra a fait appel à 26 éléments, dont quatre évoluent en Ligue 1 tunisienne : Youcef Laouafi, Hocine Benayada, et Zimédine Boutmene (ES Sahel), et Nabil Lamara qui vient de s'en-

gager avec le Club Africain.

De son côté, la Syrie prépare les deux premiers matchs des qualifications (Zone Asie) de la Coupe du monde 2022 : le jeudi 2 septembre à Téhéran face à l'Iran, et le mardi 7 septembre à Amman face aux Emirats arabes unis.

L'équipe A' avait effectué son premier stage sous la houlette de Bougherra en juin dernier, ponctué par un match amical, disputé au nouveau stade d'Oran face au Liberia (5-1).

Outre la prochaine Coupe arabe de la Fifa, la sélection algérienne prépare également le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), prévu en 2023 en Algérie.

M. M.

Coupe arabe (dames)

L'EN bat la Jordanie et se qualifie en demis

La sélection algérienne de football (dames), s'est imposée mercredi soir face à son homologue jordanien 3-1 (mi-temps : 1-1), en match disputé au stade de la défense aérienne du Caire, comptant pour la 1^{re} journée (Gr.B) de la Coupe arabe des nations qui se déroule en Egypte (24 août - 6 septembre).

L'Algérie a ouvert le score à la 34^e par Naima Bouhanni, avant que la Jordanie n'égalise peu avant la pause par l'entremise de Maissa Djebara (45').

En seconde période, les Algériennes ont pris le dessus, en reprenant d'abord l'avantage

grâce à Madina Ramdani (60'). Quelques minutes plus tard, Kenza Hadjar a mis les siens définitivement à l'abri en marquant le troisième but (65').

A l'issue de cette victoire, l'Algérie valide d'ores et déjà son billet pour les demi-finales, dans un groupe B, à trois équipes, où figure également la Palestine, exempte de cette 1^{re} journée. L'équipe nationale est assurée de terminer à l'une des deux premières places du groupe.

Les coéquipières de Chaâbane Lina (FC Fleury 91/France) disputeront leur deuxième et dernier match du premier tour aujourd'hui face à la

Palestine (20h00, algériennes). Les deux premiers du groupe se qualifient pour le dernier carré.

En ouverture de cette 3^e édition de la Coupe arabe, l'Egypte a atomisé mardi le Soudan (10-0), alors que la Tunisie et le Liban se sont neutralisés (0-0), deux rencontres comptant pour le groupe A.

Outre la Coupe arabe, les joueuses de la sélectionneuse Radia Fertoul préparent la double confrontation face au Soudan, prévue en octobre, comptant pour le 1^{er} tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, dont la phase finale aura lieu au Maroc.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Alger

Les voleurs d'une bijouterie arrêtés

LES ÉLÉMENTS de Sûreté de la circonscription administrative de Birtouta, relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont arrêté 3 suspects, dont une femme, pour constitution d'une association de malfaiteurs impliquée dans le cambriolage d'une bijouterie à Birtouta. «Suite à l'agression à l'arme blanche du propriétaire d'une bijouterie à Birtouta, les éléments de police ont arrêté deux mis en cause, a précisé la

même source, ajoutant que les investigations ont permis d'arrêter une femme impliquée dans cette affaire. L'opération a permis de saisir une arme blanche, un sac à dos, un marteau, deux chapeaux et 6 gants. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République territorialement compétent.

S. K.

Accidents de la circulation

13 décès en une semaine

TREIZE personnes ont trouvé la mort et 329 autres ont été blessées dans 267 accidents de la circulation survenus en zones urbaines, durant la période du 17 au 23 août en cours, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Comparativement aux chiffres enregistrés la semaine dernière, le bilan fait état d'une hausse dans le nombre d'accidents (+42) et dans celui de blessés (+54) et de décès (+6).

Selon les données présentées par les services compétents de la Sûreté nationale, le facteur humain demeure «la principale

cause de ces accidents (+97 %), en raison du non-respect du code de la route, notamment la distance de sécurité, l'excès de vitesse, la fatigue, le manque de concentration, entre autres facteurs liés à l'état des véhicules, précise la même source.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la route à la prudence et à la vigilance et au respect du code de la route. Elle rappelle également aux citoyens les numéros, vert 1548 et de secours 17, mis à leur disposition 24h/24h.

Bilal L.

Maroc

Un ressortissant israélien assassiné à Tanger

UN RESSORTISSANT israélien résidant au Maroc a été assassiné à l'arme blanche mercredi à Tanger, rapportent plusieurs médias locaux et internationaux. Le prévenu, âgé de 36 ans, est entré en altercation avec la victime âgée de 60 ans, le poignardant à mort. La victime,

gérant d'un restaurant à Tanger, a rendu l'âme lors de son évacuation à l'hôpital, selon les mêmes sources qui citent la Direction générale de la sûreté marocaine. La police judiciaire de Tanger a diligencé une enquête sur cet homicide.

R. L.

FFS

Décès de l'ancien Premier secrétaire national Ali Kerboua

L'ANCIEN Premier secrétaire national du parti du Front des forces socialistes (FFS), Ali Kerboua, est décédé hier à l'âge de 69 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ce parti. Le défunt a été élu député pour la wilaya de Bouira durant la mandature 1997-2002. Il a été inhumé, hier, au village El Mahsar, dans la commune de Haizer (Bouira).

R. K.

Afghanistan : Le retour des talibans



Loumis

Djalou@hotmail.com

Jijel

Un dangereux terroriste capturé

■ Un dangereux terroriste, qui avait rallié les groupes terroristes en 1994 en tant qu'infirmier, a été capturé mercredi, suite à une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire au niveau du Djebel Messaada à El-Milia, dans la wilaya de Jijel, indique, jeudi, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Karim B.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP a capturé, la matinée d'hier 25 août 2021, suite à une opération de fouille et de ratissage au niveau du Djebel Messaada à El-Milia, wilaya de Jijel (5^e Région militaire), le dangereux terroriste Laouar Fahim dit "Naïm" qui avait rallié les groupes terroristes en 1994 en tant qu'infirmier pour ces hordes criminelles», précise la même source. «L'opération a permis la récupération de deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov (le premier était en possession

du terroriste et le second a été saisi après son exploitation), quatre chargeurs garnis de munitions, une paire de jumelles, des sommes d'argent d'un montant de 5 000 euros et 110 000 DA, un sac-à-dos contenant différents effets, ainsi que la destruction d'une casemate contenant des vêtements, des denrées alimentaires et des plaques photovoltaïques», ajoute le communiqué. Cette opération, toujours en cours, «vient s'ajouter à l'ensemble des résultats concrétisés



sur le terrain et confirme la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'ANP à extirper le fléau du terrorisme et à préserver la sécurité et la stabilité du pays», conclut la même source.

K. B.

Khenchela

Chute d'un homme dans un puits de 150 mètres de profondeur

Un homme, âgé de 21 ans, est tombé, dans la nuit de jeudi au vendredi, dans un puits artésien de 150 mètres de profondeur dans la commune de Bouhama, wilaya de Khenchela, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. Selon la même source, l'unité secondaire de la Protection civile de Bouhama a reçu un appel de détresse indiquant qu'un jeune homme était tombé dans un des puits artésiens

de 150 mètres de profondeur, destinés à l'irrigation des vergers au douar «Ilmathan», dans la même collectivité locale. Aussi, les éléments de la Protection civile se sont dépêchés sur les lieux, accompagnés des membres du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) et l'opération de secours du jeune homme se poursuit, a-t-on détaillé. La même source a ajouté que tous les moyens matériels

et humains ont été mobilisés pour secourir le jeune homme, en coopération avec des citoyens bénévoles, expérimentés dans le creusement de puits artésiens. Le wali de Khenchela, Ali Bouzidi, s'est déplacé hier, avec le directeur de wilaya de la Protection civile, le lieutenant-colonel Abdelmalek Boubartakh, sur les lieux de l'accident, où ils ont rencontré les membres de la famille de la victime, a-t-on indiqué.

S. K.

Révolution

Le moudjahid Talai Ibrahim n'est plus

LE MOUDJAHID et l'un des notables de la wilaya de Ghardaïa, Talai Ibrahim, est décédé à l'âge de 92 ans, a-t-on appris, jeudi, auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit. Né en 1929 à Beni Isguen, le défunt est considéré comme le chef du cercle de Azzaba au Ksar de Beni Isguen et président du Conseil «Ammi Saïd» des villages de la vallée de

M'zab. Le regretté a rejoint l'université de Zeytouna (Tunisie), où il a obtenu un diplôme en lettres et linguistique en 1959. Concernant son parcours de lutte, le Cheikh Talai Ibrahim a rejoint l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) en Tunisie fin 1956, accompagné de nombre d'étudiants algériens qui se sont opposés à la politique coloniale

de la France, et ce, à travers les plateformes scientifiques et littéraires de ce pays frère (Tunisie) et leurs écrits qui «démontaient la barbarie du colonisateur et de ses fausses allégations». Après l'indépendance, le défunt est retourné au pays, puis rejoint le secteur de l'Éducation, en sus du Haut Conseil islamique (HCI) et de l'Association des Oulémas musulmans algériens (AOMA). Il

est également devenu l'une des références les plus importantes de la Fatwa dans la région de la vallée du M'zab et un coordinateur du Conseil des notables de Beni Isguen. Face à cette douloureuse épreuve, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebigua, a présenté ses sincères condoléances à la famille du regretté et aux chouyoukh et notables de la

région, priant Dieu le Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de prêter patience et réconfort à ses proches et compagnons. Avec sa disparition, l'Algérie «vient de perdre un de ses enfants qui ont contribué par leur sagesse et clairvoyance à la réconciliation entre frères et à l'œuvre caritative», a-t-il ajouté.

Reda A.